

LA SNET

Revue de Presse

mercredi 05 novembre 2008

S O M M A I R E

mercredi 05 novembre 2008

SNET/EON

- Slovaquie: projet de loi pour permettre à l'Etat de contrôler le prix du gaz 1
Agence France Presse Fil Eco .- 04/11/2008
- La route d'Hasslach coupée jusqu'au 7 novembre 2
Le Républicain Lorrain .- 04/11/2008

CONCURRENCE

- EDF : les syndicats contre l'achat de BE 3
La Tribune .- 05/11/2008
- Le rachat de British Energy par EDF continue à inquiéter 4
Libération .- 05/11/2008
- Alstom construira une quatrième centrale en Espagne 5
Le Figaro économie .- 05/11/2008
- Areva entre au capital de Japan Steel Works 6
Les Echos .- 05/11/2008
- Texas utility suspends cash interest outlay 7
Financial Times Europe .- 05/11/2008
- BG puts Kazakh project on hold 8
Financial Times Europe .- 05/11/2008
- Solaire : Urbasolar va installer une usine à Montpellier 9
Les Echos .- 05/11/2008

MARCHE

- Comment éviter les pannes d'électricité dans le Sud-Est? 10
La Croix .- 05/11/2008
- Berlin urged to speed up energy projects and lift threat of power shortages 11
Financial Times Europe .- 05/11/2008

ENVIRONNEMENT

- Face à la crise, Nicolas Sarkozy célèbre la croissance verte 12
Les Echos .- 05/11/2008
- Sarkozy réaffirme son soutien à Borloo 13
Le Figaro .- 05/11/2008
- Sarkozy affirme ne pas abandonner le Grenelle 14
La Tribune .- 05/11/2008
- La ville modernise l'éclairage pour économiser l'énergie 15
Le Parisien Val De Marne .- 05/11/2008

SNET/EON



Slovaquie: projet de loi pour permettre à l'Etat de contrôler le prix du gaz

BRATISLAVA (SLOVAQUIE), 4 nov. 2008 (AFP) -

Le gouvernement slovaque a annoncé mardi à Bratislava avoir adopté un projet de loi permettant à l'Etat d'empêcher la première compagnie gazière locale SPP, partiellement détenue par l'allemand EON et le français GDF Suez, d'augmenter ses tarifs du gaz pour les ménages.

"Nous avons opté pour la voie du veto pour que l'Etat en tant que propriétaire majoritaire dispose du pouvoir de décider des prix du gaz", a déclaré le Premier ministre Robert Fico, au cours d'une conférence de presse après une réunion extraordinaire du cabinet.

La nouvelle loi prévoit que seules les demandes de révision de tarif approuvées par les actionnaires des sociétés d'énergie seront prises en compte par l'autorité de contrôle URSO.

GDF Suez considère que cette initiative est "une restriction des droits managériaux contractuels" obtenus lors de la privatisation en 2002. "Nous allons analyser cette mesure et prendre les mesures nécessaires", a déclaré à l'AFP la porte parole Armelle Dillar basée à Paris.

GDF Suez et EON Ruhrgas possèdent les 49% des parts de SPP et de la gestion de l'entreprise, depuis 2002.

Très critique envers les conditions de cette privatisation partielle de SPP, M. Fico du parti social-démocrate Smer avait proposé le mois dernier de racheter les parts détenues par les deux entreprises étrangères, au même prix payé par les deux compagnies en 2002.

Dans le même temps, il avait averti à l'époque que le gouvernement soumettrait un projet de loi pour renforcer le pouvoir de l'Etat et lui donner un droit de veto, si SPP proposait une nouvelle hausse des prix.

Le ministre slovaque de l'Economie, Lubomir Jahňatek, a confirmé lundi que SPP avait une nouvelle fois demandé d'augmenter ses tarifs à partir de 2009, en réaction à une hausse des prix du pétrole. Deux autres demandes d'augmentation avaient déjà été rejetées en juillet et en octobre, la seconde portant sur une augmentation des tarifs de 19,8%, à compter du 3 novembre.

Selon M. Fico, SPP propose cette fois-ci d'augmenter ses tarifs soit de 13%, soit de 24% avec une compensation des prix de 2008.

Le gouvernement slovaque motive sa position par sa lutte contre la pression inflationniste, à l'approche du passage de la Slovaquie à l'euro début 2009.

Le taux moyen d'inflation en Slovaquie doit progresser à 4,0% en 2008 avant de reculer à 3,5% en 2009, selon la dernière prévision de la Commission européenne.

E.ONGDF Suez

tab/sof/jma/nas

Afp le 04 nov. 08 à 17 43.

Ref : TX-PAR-ONY89.

La route d'Hasslach coupée jusqu'au 7 novembre

CIRCULATION La route d'Hasslach coupée jusqu'au 7 novembre La voie forestière, ouverte au trafic, entre la route de Porcellette et l'Europort de Saint-Avold est barrée en raison de gros travaux d'élagages d'arbres. Il s'agit de permettre à de ...

La voie forestière, ouverte au trafic, entre la route de Porcellette et l'Europort de Saint-Avold est barrée en raison de gros travaux d'élagages d'arbres. Il s'agit de permettre à de futurs convois exceptionnels de passer sans encombres. Habituellement, les routes forestières ne sont pas accessibles à la circulation publique. La route d'Hasslach est une exception. Elle est même devenue très fréquentée. Elle permet de relier la zone de l'Europort, et donc, par extension, la plate-forme chimique de Carling Saint-Avold, à la route de Porcellette. Cette voie est donc un raccourci pour ceux qui veulent rejoindre Carling depuis Porcellette, Longeville, voire Faulquemont-Créhange, permettant ainsi d'éviter de passer par le centre de Saint-Avold. Néanmoins, cette tangente n'est plus possible jusqu'au 7 novembre. La route

d'Hasslach est coupée depuis lundi et pour une petite semaine, car un important chantier d'élagage et d'abattages d'arbres a lieu dans la partie comprise entre la route de Porcellette et l'Europort. Durant ces travaux, la zone de l'Europort est donc une voie sans issue. Toutes les entreprises de la zone restent néanmoins parfaitement accessibles. Les véhicules arrivant de Carling et souhaitant rejoindre Porcellette sont orientés vers la ville de Saint-Avold. L'objectif de ces travaux forestiers menés par l'ONF est de rendre la place plus nette afin de laisser passer, à partir du 24 novembre prochain, des convois très exceptionnels ayant pour destination la centrale Emile-Huchet (voir ci-dessous). En effet, l'usine de production électrique qui construit actuellement deux nouvelles unités au gaz, attend des pièces de chaudière et des turbines monumentales. Ces éléments,

pouvant dépasser les 50 mètres de long, arrivent de Corée par voie maritime puis fluviale. Ils seront déchargés à Diling (Sarre) pour prendre la route de Saint-Avold. Comme le petit pont, à l'entrée de la route d'Hasslach, côté giratoire Sabatier et plate-forme chimique, n'est pas capable de supporter le poids de ces convois hors normes, on a préféré faire passer les mastodontes par la forêt, côté Porcellette. Malgré l'interdiction aux plus de 3,5 tonnes de la route d'Hasslach. Interdiction qui sera spécialement levée pour les convois à destinations de la centrale Emile-Huchet.

CONCURRENCE



FLASH INFO

EDF : les syndicats contre l'achat de BE

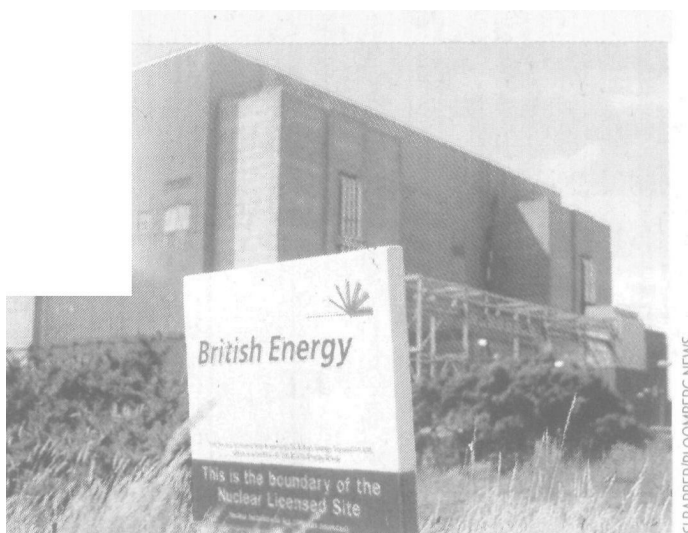
L'initiative d'une partie des syndicats d'EDF a des allures de baroud d'honneur. À la veille du lancement officiel, prévu aujourd'hui, de l'offre d'EDF sur British Energy (BE), le comité d'établissement du siège de l'électricien français publie une expertise qui juge trop élevé le prix consenti par EDF. Selon le cabinet Alpha, la valeur de BE se situerait entre 4,2 milliards et 10,7 milliards de livres, soit une valeur médiane de 7,4 milliards, très en deçà des 12,5 milliards de livres (15,6 milliards d'euros) offerts par EDF.

« Cette opération pharaonique peut se révéler lourde de conséquences. Nous tenons à mettre chacun face à ses responsabilités », affirme Tancrède Motta, secrétaire du comité d'établissement. Inquiétude partagée par les salariés actionnaires qui, avec 1,90 % du capital d'EDF, sont le deuxième actionnaire du groupe français derrière l'État. « Nous ne sommes pas convaincus de la rentabilité de cette opération », déclare Camille Plancher, président d'EDF Actionnariat Salariés.

Leur hostilité à l'opération n'est pas nouvelle. « Pourquoi EDF a-t-il renchéri de 10 à 15

milliards d'euros alors qu'il était le seul candidat en lice? Pourquoi payer des centrales graphite gaz au prix d'un EPR? », s'interroge depuis des semaines l'intersyndicale. « Aujourd'hui, de nombreuses incertitudes demeurent », déclare Tancrède Motta. « L'État britannique a promis de payer le démantèlement des réacteurs, mais BE a provisionné 5 milliards de livres à cet effet. En outre, on ne sait pas à quel prix Centrica va s'associer à EDF. Les négociations ne semblent pas terminées », ajoute-t-il. « Dans un contexte de crise mondiale, cette opération fragilise l'entreprise en la conduisant à s'endetter à des taux plus élevés », poursuivent les syndicats, qui n'excluent pas que « la direction doive s'expliquer demain devant la Cour des comptes, voire une commission d'enquête parlementaire, pour ses fautes de gestion ». Du côté de la direction d'EDF, on reste stoïque face à ces attaques. « Nous achetons au juste prix », martèle, laconique, un porte-parole de l'électricien français.

LAURENCE BOISSEAU
ET MARIE-CAROLINE LOPEZ



ST BARBER/BLOOMBERG NEWS



Nucléaire

Le rachat de British Energy par EDF continue à inquiéter

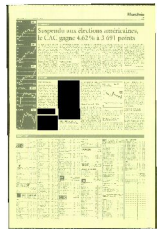
Ni la crise financière, ni l'inédite mobilisation interne à EDF ne feront reculer Pierre Gadonneix. Son projet de rachat de British Energy (BE) est la pièce maîtresse de sa stratégie de croissance en Europe. Son opération de croissance externe à lui. Pas question d'envisager un report. Selon toute vraisemblance, le groupe public devrait donc lancer comme prévu aujourd'hui son OPA sur le groupe nucléaire britannique.

Folie. En coulisse pourtant, le bouclage du montage continue à inquiéter beaucoup de salariés. Lundi, l'intersyndicale des services centraux d'EDF révélait les conclusions de l'expertise commandée par le comité d'entreprise au cabinet Alpha. Ce dernier avait pour mission de savoir si en déboursant 15,6 milliards d'euros (pour la totalité du capital de BE), EDF était en train de commettre une folie. La réponse d'Alpha est: peut-être bien que oui. Pour tenter une évaluation du britannique, le cabinet d'experts a construit trois scénarios (optimiste, médian ou pessimiste) qui conjuguent le futur taux de disponibilité des centrales et la capacité qu'aura le groupe à augmenter demain le prix de vente de son électricité. Or, même dans le scénario optimiste, BE ne vaudrait que 13,4 milliards d'euros. Et dans le scénario médian, le plus vraisem-

blable selon les auteurs de l'étude, la valorisation de BE chute à 9,4 milliards d'euros. D'où l'inquiétude. *«Il n'entre pas dans notre intention de noircir à plaisir la situation mais de vous présenter tous les aspects et conséquences prévisibles de ce rachat»*, justifient les syndicats dans leur communiqué à destination des salariés du groupe.

Cuisine. Comme un mauvais signe, les Echos révélait dans son édition d'hier que les 7 banques qui devaient financer le crédit relais de 14 milliards d'euros pour EDF avaient le plus grand mal à boucler leur montage. *«Il y a deux semaines et demie, on se posait des questions, mais aujourd'hui il n'y a plus de quoi paniquer»*, tempérait un banquier cité par le quotidien économique. Chez EDF, on assure que les difficultés de cette cuisine financière ne sont pas propres à retarder son OPA. *«C'est juste un peu plus lent que prévu pour les banques de faire entrer d'autres établissements dans la syndication, mais pour nous cela ne change rien»*, dit-on dans l'entourage du groupe. Dans son rapport, le cabinet Alpha révélait pourtant que *«BE ne pourrait commencer à rémunérer les fonds propres dans un scénario optimiste qu'à partir de 2023. Mais la question du remboursement du capital resterait entière avec un scénario médian»*.

◀ GRÉGOIRE BISEAU



Alstom construira une quatrième centrale en Espagne

Le groupe a annoncé qu'il construirait en Espagne une quatrième centrale électrique à cycle combiné pour le producteur d'électricité espagnol HC Energia. Il a aussi signé un contrat d'exploitation et de maintenance à long terme. Ces deux commandes représentent un montant



total de 340 millions d'euros qui sera enregistré dans les comptes du groupe au troisième trimestre de l'exercice fiscal 2008-2009. Hier, le titre a bondi de 11,76 % à 43,68 euros.



Areva entre au capital de Japan Steel Works

Japan Steel Works

Cours de l'action à Tokyo, en yens



Le groupe nucléaire français Areva a signé un contrat pour sécuriser jusqu'en 2016 ses approvisionnements en pièces forgées de grande taille, essentielles pour les équipements nucléaires, auprès du groupe japonais Japan Steel Works (JSW), ont annoncé hier les deux industriels. Areva a aussi annoncé avoir pris une participation amicale, à hauteur de 1,3 %, dans le capital de JSW. La nouvelle a fait grimper de 10,6 % le titre de ce groupe, qui affiche néanmoins un recul de 54 % depuis le début de l'année à la Bourse de Tokyo.



Texas utility suspends cash interest outlay

By Henny Sender
in New York

Texas power generator Energy Future Holdings Corp, the former TXU, is joining the growing group of private equity-owned companies taking advantage of the ability to suspend cash interest payments on a portion of its debt.

This is good news for holders of the senior debt, because it means there is more cash for them. In response, the bank loans, the most senior debt, have risen in secondary market trading.

The news was especially good for private equity firms KKR and TPG, which own TXU as well as large chunks of the bank debt.

Private equity firms have been buying the debt in

their own deals, and those of their peers, at an increasing pace. In a letter to its investors in September, Apollo Management's founder Leon Black said his firm had spent almost \$20bn on such purchases. Carlyle Group executives on Monday told investors that these purchases represent the most attractive investment opportunity right now.

By controlling the equity, the private equity firms can influence the value of the various classes of debt in their deals. That ability will become increasingly critical if some of the companies they own have trouble generating the cash to pay interest on their massive loads of debt. Many of the firms that have opted to take advantage of the so-called

payment-in-kind option - which gives them the ability to suspend cash payments on their debt - say they have plenty of cash.

The Texas utility noted in a regulatory filing that while it has "sufficient liquidity to meet anticipated ongoing needs without use of this PIK feature", it is doing so as "an efficient and cost-effective method to further enhance liquidity".

"Why wouldn't they do so?" asked a high-yield analyst at one major bank. "This is an environment in which everyone seeks to preserve cash."

The analyst predicts that most private equity-owned firms will choose to suspend cash interest payments wherever possible.

When KKR and TPG

bought the utility last year for \$45bn, it was the largest leveraged buy-out ever. Recently Harrah's Entertainment, another big company that TPG bought with Apollo, also opted to suspend cash payments on part of its debt. Apollo and TPG both have bought a lot of the bank debt of Harrah's.

So far, Apollo has been the most aggressive among the private equity firms in taking advantage of the so-called PIK feature. Apollo part or wholly controls six of the 12 private equity-owned firms that have elected to do so, according to data from Standard & Poor's Leveraged Commentary & Data service.



BG puts Kazakh project on hold

Delay as a result of financial crisis

Company reports 140% rise in profits

By Ed Crooks in London and Isabel Gorst in Moscow

BG Group has deferred indefinitely a planned investment in Karachaganak, one of the biggest gas and oil fields in Kazakhstan, in the most significant project delay yet announced as a result of the global financial crisis.

Karachaganak phase 3 had been planned to come on stream by the end of 2012, raising the field's production to 16bn cubic metres of gas per year and 335,000 barrels of liquids per day, but BG, the UK's third-biggest oil and natural-gas company, has decided on a delay in the expectation that the cost of

the project will be lower in the future.

Frank Chapman, BG's chief executive, told the Financial Times: "We are sitting here at the highest point of the cost cycle... We know the volume of activity is going to fall, we know that is going to put pressure on the services and manufacturing companies serving our industry, and we know that's going to put downward pressure on costs."

BG said in June last year that Karachaganak phase 3 would be an \$8bn investment, but independent estimates of the costs have risen sharply.

Mr Chapman was speaking as BG announced it had added about 2bn barrels of oil equivalent to its reserves, an increase of about 60 per cent, thanks particularly to its exploration success in Brazil and the acquisition of Queensland Gas in Australia.

It also reported a 140 per cent rise in underlying net profits to £857m (\$1.37bn) for the third quarter, helped by rising oil and gas prices and continued strong earnings from diverting cargoes of liquefied natural gas to high-priced Asian markets.

Production rose 11 per cent to 587,000 barrels of oil equivalent per day.

Mr Chapman said the strength of BG's resource base gave him confidence that the company would hit its target of 6-8 per cent annual growth in production out to 2020.

BG has stakes in three pilot projects due to start production in the deep water off Brazil, seen as the world's most exciting area for oil developments, during 2010-12. They are expected to produce about 300,000 barrels per day, of which BG will own about 25 per cent.

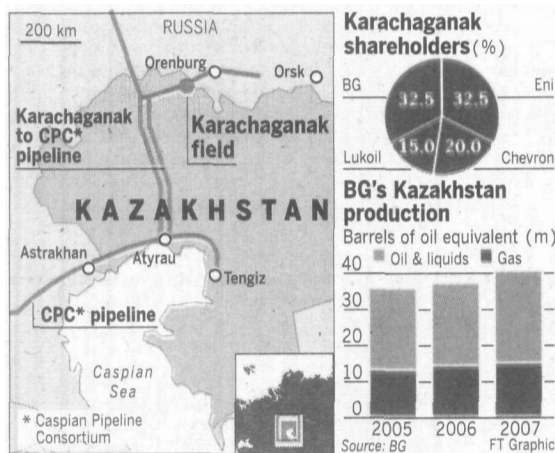
For Karachaganak, BG said it was discussing a new timetable for phase 3 that

would "improve returns for the Republic of Kazakhstan and for investors."

Analysts said tax and environmental disputes at Karachaganak could have influenced BG's decision to slow down on phase 3. The disputes have fuelled speculation that KazMunaigas, Kazakhstan's national oil company, may try to muscle into the project.

Mr Chapman said there would be further investment into Karachaganak to sustain production at current levels. BG's total capital spending budget for next year was likely to be higher than the previous indication of £3.2bn, up from £3bn this year, he added, because of the need to invest in developing QGC's reserves for its Australian LNG project.

"We have to navigate through some difficult times, but these difficult times are not going to go on forever," he said.





LANGUEDOC-ROUSSILLON

Face au succès rencontré par son concept de toitures solaires étanches produisant de l'électricité, Urbasolar investit en Languedoc-Roussillon.

Solaire : Urbasolar va installer une usine à Montpellier

DE NOTRE CORRESPONDANT
À MONTPELLIER.

Spécialisée dans les applications photovoltaïques connectées au réseau et intégrées au bâtiment pour les industriels et les collectivités, la société Urbasolar, basée à Montpellier, veut installer une unité de production avant la fin de l'année prochaine sur le territoire de l'agglomération montpelliéraine. En tant qu'intégrateur, Urbasolar a uni son savoir-faire à l'américain Solar Integrated et au groupe franco-suisse Sika Sarnafil, spécialiste de la membrane synthétique d'étanchéité, pour développer le concept Solar Roof. Ce nouveau système de couverture solaire se présente sous la forme d'une membrane que l'on déroule comme un tapis. Elle assure à la fois les fonctions d'étanchéité et de production d'électricité.

Pour faire face au développement de ses activités (200.000 m²

de toiture déjà installés), Urbasolar ne peut plus se contenter de faire fabriquer son produit à Los Angeles. Avec ses partenaires, l'entreprise va investir 10 millions d'euros dans l'installation d'une unité de fabrication pour le marché européen qui créera dans un premier temps une trentaine d'emplois. Urbasolar vient d'obtenir pour son Solar Roof le Pass-Innovation du CSTB (Centre scientifique et technique du bâtiment). C'est la première entreprise à l'avoir obtenu sur un procédé photovoltaïque.

Croissance ultra-rapide

Urbasolar doit réaliser cette année un chiffre d'affaires de 20 millions d'euros contre 3,4 millions en 2007. Il devrait doubler en 2009 et atteindre les 40 millions avec en commande 250.000 m² de toiture. L'entreprise a créé 40 emplois. Pour faire face à cette croissance ultra-rapide, les financements nécessaires ont été garantis par Oséo

et le fonds d'investissement Crédit Agricole Private Equity dédié aux énergies renouvelables. Il vient de faire son entrée au capital à hauteur de 4 millions d'euros. « *L'entrée du fonds*, indique Stéphanie Giraud, fondatrice et PDG d'Urbasolar, *va nous permettre d'accélérer nos projets de développement sur de nouveaux produits intégrés au bâtiment et sur des opérations de croissance externe.* »

Si, pour l'instant, Urbasolar Technologies, division spécialisée dans les tapis solaires, génère 80 % de l'activité, le complément est assuré par la structure Urbasolar Energies Nouvelles, spécialisée dans l'installation de panneaux solaires cristallins. Urbasolar a également une filiale spécialisée à destination du marché des particuliers. Créée il y a un an, elle emploie 15 personnes et devrait réaliser un chiffre d'affaires de 3 millions d'euros.

JACQUES RAMON

MARCHE



Comment éviter les pannes d'électricité dans le Sud-Est ?

Lundi matin, près de 1,5 million de foyers du Var, des Alpes-Maritimes et de la Principauté de Monaco ont été privés d'électricité entre 9 h 30 et 13 h 10 à la suite du foudroiement de l'unique ligne à haute tension qui alimente la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (Paca). Le ministre de l'écologie Jean-Louis Borloo convoquera d'ici à deux semaines une réunion afin d'évoquer les possibilités de sécuriser l'approvisionnement en électricité dans la région. Pour Catherine Greiveldinger, directrice régionale de Réseau de transport électrique Sud-Est, la construction de nouvelles lignes est « inévitable ».

« Ce dernier incident met en lumière la fragilité structurelle de la région qui ne dispose que d'une ligne à haute tension de 400 000 volts reliant les agglomérations du littoral entre Tavel (Gard) et Nice (Alpes-Maritimes). La région produit moins de la moitié de ses besoins en électricité. En cas de problème ou de surcharge de la ligne en hiver, nous n'avons aucune solution pour éviter les coupures.

En juillet 2006, après vingt ans de concertation, le Conseil d'État a annulé, au nom de la défense de l'environnement, la déclaration d'utilité publique du projet de ligne à haute tension de 400 000 volts entre Boute (nord-ouest d'Avignon) et Carros (Alpes-Maritimes), qui traversait le parc régional

« Nous étudions la possibilité de construire plusieurs lignes de 225 000 volts et nous sommes prêts à travailler avec les associations de défense de l'environnement. »

du Verdon. Depuis, RTE a investi 80 millions d'euros pour renforcer les capacités de la ligne. Le circuit de 225 000 volts parallèle à celui de 400 000 volts sera ainsi porté à 400 000 volts d'ici à 2010. Et quatre batteries de condensateurs ont été installées dans les Alpes-Maritimes et le Var pour éviter les écroulements de tension. Mais ces mesures ne suffiront pas à répondre aux besoins d'élec-

tricité après 2015. Dans les Alpes-Maritimes par exemple, la consommation croît de 1,8 % par an (contre 1,6 % pour la région Paca), pression démographique oblige. Or ce département produit moins de 10 % de ses besoins. Aucun producteur ne s'y installe du fait de la cherté du foncier et de la rareté des sources d'eau froide. La construction de nouvelles lignes est donc inévitable, car les projets de production d'électricité à partir des énergies renouvelables ne suffiront pas.

D'ici un mois, le groupe de réflexion créé à la demande du préfet de région rendra ses conclusions sur les solutions à envisager pour les quinze prochaines années. Nous étudions la possibilité de construire plusieurs lignes de 225 000 volts et nous sommes prêts à travailler avec les associations de défense de l'environnement pour définir une solution pérenne. Nous espérons que la réunion avec Jean-Louis Borloo permettra d'accélérer le processus et d'obtenir un accord général. »

RECUEILLI PAR
CORINNE BOYER



Berlin urged to speed up energy projects and lift threat of power shortages

News Analysis

Parliament faces tough decisions as Germany phases out its nuclear plants, writes Chris Bryant

Germany's energy regulator is urging politicians to speed up the approval of infrastructure projects to ensure that the country can avoid a looming threat of power shortages.

In an interview with the Financial Times, Matthias Kurth, president of the Bundesnetzagentur, said Germany must do "everything possible to get these things delivered in time" and ensure it was no longer "possible that it takes 10 years to roll out a grid".

Germany urgently needs new energy transmission grids because of a decision in 2000 to phase out the country's 17 nuclear reactors. Much of the power that will replace them is going to come from wind turbines built in the north of the country, far from major population centres and industry in the west and south.

Although wind power is popular among the German public, the construction of

the high-voltage cables needed to take it to consumers is not. New coal-fired power stations, which will also be needed, are equally unpopular and planning permission can take years.

A bill to streamline the planning and licensing process for high-voltage networks had a first reading in the Bundestag, the parliament, last month and could be approved next year. However, with a general election due next September there is little room for delay.

Mr Kurth, who also regulates Germany's telecoms, railway and postal markets, was careful not to specify a date when power shortages could become a problem, insisting that if the right policies were implemented a shortfall could be avoided.

"If we have delays either in grid roll-out or in building additional power plants, the risk gets higher," he said.

However, others have been less reticent. "Urgent action is needed before the lights go out," warned Joachim Pfeiffer, energy spokesman for the CDU/CSU parliamentary party earlier this year.

Meanwhile, a controversial study published by the German Energy Agency (DENA) warned of a "power gap" from 2012 and a supply shortfall equivalent to 15 power stations by 2020. Mr

Kurth called for pension funds and insurance companies that had been burnt by the financial crisis to invest in these new energy networks, arguing they delivered the kind of steady returns those firms should have favoured in the first place. "I think we will see a lot of changes out of this

'Urgent action is needed before the lights go out'

Joachim Pfeiffer, energy spokesman, CDU/CSU

crisis and infrastructure might become very well off in the future," he said.

However, German industry's hopes that energy infrastructure might be a big beneficiary of Berlin's forthcoming economic stimulus package are likely to be frustrated today. The German cabinet is to finalise an economic plan worth about €50bn (\$65bn, £40bn), which Angela Merkel, the chancellor, described yesterday as "bold and targeted". The package is likely to include funding for energy-efficient buildings and transport projects, but not energy infrastructure.

Jürgen Grossmann, chief executive of RWE, Germany's second-biggest util-

ity, last month urged Berlin to roll out a national investment programme akin to the New Deal plan of Franklin D. Roosevelt, 1930s US president. Mr Grossmann argued Germany could ill afford to let political opposition to coal-fired power stations hold up €30bn of planned power station projects. "I don't know any other country willing to forgo such a gigantic economic stimulus programme which would have no negative consequences for the budget."

Although energy analysts have raised concerns that the financial crisis could threaten new infrastructure projects, Mr Kurth argued that energy company balance sheets would prove more resilient than most.

Utilities have profited from higher electricity prices and some were accused of making windfall profits during the first round of the EU emissions trading scheme in 2005-2007. "So, if not now, then when?" Mr Kurth said.

Almost €9bn of investment has already been tabled for new networks between 2007 and 2009 and to encourage further funds the regulator will allow higher returns on equity capital invested in electricity and gas networks from next year.

ENVIRONNEMENT



POLITIQUE

Face à la crise, Nicolas Sarkozy célèbre la croissance verte

Nicolas Sarkozy a remis hier, le temps de quelques heures, les pieds en banlieue parisienne. Pas pour parler de sa politique de la ville, mais du Grenelle de l'environnement, voté par les députés il y a deux semaines à une rare quasi-unanimité. Lors d'une table ronde organisée à Vaujours, en Seine-Saint-Denis, à l'issue de la visite d'une usine Saint-Gobain, le chef de l'Etat a vanté le potentiel de la « révolution environnementale » en termes d'activités nouvelles et d'emplois. « *La crise financière et la crise économique ne font que renforcer la nécessité* » du Grenelle, a-t-il plaidé, parlant d'une « *réserve de croissance fantastique* » et rendant un hommage très appuyé à Jean-Louis Borloo et Nathalie Kosciusko-Morizet, qu'il soutient « *puissamment* ». « *C'est une partie très importante qui se joue pour la France* », a-t-il tranché.

A Toulon, fin septembre, le président de la République avait déjà souligné le « *formidable effet d'entraînement* » de la croissance verte sur l'activité. Alors que le débat avait agité la rentrée politique jusqu'au sein du gouvernement, il a particulièrement défendu (« *Je ne céderai pas* ») l'extension du système de bonus-malus déjà appliqué à l'automobile : « *Si aujourd'hui le marché automobile français est infiniment moins déprimé que les autres marchés européens, c'est*

parce qu'il y a le bonus. » Il a aussi insisté sur l'isolement des bâtiments anciens, disposition dont Nathalie Kosciusko-Morizet attend la création de 200.000 emplois. Tout au long de son intervention, Nicolas Sarkozy a demandé à tous les acteurs de jouer le jeu, les professionnels du bâtiment, les banques comme les offices HLM, appelés à ne pas répercuter sur le montant des loyers les économies d'énergie réalisées.

« L'exemple » européen

Lui-même a renouvelé l'engagement de l'Etat de rénover ses bâtiments et a indiqué que le gouvernement réfléchissait aux moyens d'accorder « *une avance* » aux contribuables qui achètent un logement basse consommation d'énergie et bénéficient à ce titre d'avantages fiscaux supplémentaires.

Souhaitant que l'Europe montre « *l'exemple* », le chef de l'Etat, président en exercice de l'Union européenne, a enfin promis que le paquet énergie-climat de la Commission européenne serait adopté par les Vingt-Sept, comme prévu et « *quelles que soient les difficultés* ». Manière pour lui d'afficher son volontarisme. Et de s'attribuer un label de modernité face à des responsables politiques, en France comme à l'étranger, décrits en creux comme archaïques.

PIERRE-ALAIN FURBURY



Sarkozy réaffirme son soutien à Borloo

PRÉSIDENCE

En Seine-Saint-Denis, le chef de l'État a souligné que le « Grenelle de l'environnement » recelait une « réserve de croissance fantastique ».

« VOUS l'avez compris, je soutiens puissamment M. Borloo. » Hier matin, Nicolas Sarkozy visitait en Seine-Saint-Denis une ligne de production de plaques de plâtre du groupe français Saint-Gobain, leader mondial des matériaux isolants pour l'habitat. Il est arrivé accompagné du ministre de l'Écologie et de sa secrétaire d'État, Nathalie Kosciusko-Morizet.

Outre qu'il a souligné le mérite de Saint-Gobain, qui a installé son usine 100 % écolo dans un département défavorisé, Nicolas Sarkozy n'a eu de cesse de réaffirmer son soutien à Jean-Louis Borloo. Déjà, lors de la visite du Salon de l'automobile, le 9 octobre dernier, il avait fait l'éloge de la voiture verte tout autant que du numéro deux du gouvernement. Mais le message n'avait pas été relayé. Les relations entre le président et « Jean-Louis » sont meilleures qu'on ne le dit « depuis plusieurs mois », soulignent aussi bien les collaborateurs du premier que du second. Borloo, qui préfère les tête-

à-tête aux réunions à plusieurs – et qui n'est pas membre du G7, ce petit groupe de ministres qui ont les faveurs du président –, a été traité avec beaucoup de soins par Nicolas Sarkozy, qui le reçoit à l'Élysée très régulièrement depuis juin. Borloo a aussi pris l'habitude d'inviter le chargé de communication de l'Élysée, Franck Louvrier, pour accorder ses positions avec celles de la présidence. « Il n'y a pas une feuille de papier à cigarette entre nous ! », s'exclame l'entourage du ministre, qui rappelle les ressemblances entre ces deux « hommes de mission », tous deux « avocats d'affaires de formation ». Il est vrai que le plan média de Jean-Louis Borloo a été en partie soufflé par la crise.

Un remède « anticrise »

Mais, tel le chat qui retombe toujours sur ses pattes, le ministre de l'Écologie apparaît comme porteur du principal remède « anticrise » aux yeux de Sarkozy. La preuve ? Le gouvernement respectera « scrupuleusement » les engagements pris dans le cadre du processus de concertation dit du « Grenelle de l'environnement » parce que « c'est une réserve de croissance fantastique », a redit hier Nicolas Sarkozy. Au passage, après avoir salué à dix reprises son ministre de l'Environ-

nement, Nicolas Sarkozy a aussi taclé les « résistances interministérielles » – sans préciser si ce petit coup de patte visait le ministre du Budget, Éric Woerth, dont les services ont beaucoup regimbé contre la fiscalité verte. Sarkozy a d'ailleurs redit tout le bien qu'il pensait du bonus pour l'achat de voitures « propres » : « Si aujourd'hui le marché automobile français est infiniment moins déprimé que les autres marchés automobiles européens, c'est parce qu'il y a le bonus », a-t-il martelé. « On va travailler sur d'autres familles de produits parce que je crois beaucoup à cette politique », a-t-il ajouté.

Autant de marques de soutien qui ont enchanté, hier, Jean-Louis Borloo. Le numéro deux du gouvernement a certes négligé le Parti radical, dont il est le président, au point que ses amis considèrent qu'il a perdu en chemin le poids politique qu'il représentait avant 2007. En revanche, Borloo semble de plus en plus convaincu du potentiel politique de son ministère. « Quand on vous confie 40 % du PIB, ce n'est pas rien », confie-t-il. Au point de supplanter, un jour, Nicolas Hulot, dans la liste des Français les plus populaires ?

CHARLES JAIGU

La croissance verte porteuse de centaines de milliers d'emplois

■ Des centaines de milliers d'emplois supplémentaires : tel est le bénéfice attendu des mesures liées au « Grenelle de l'environnement », dont le premier projet de loi vient d'être adopté en première lecture à l'Assemblée nationale à la quasi-unanimité.

Dans une étude publiée en juillet dernier, l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) estime que pour les seuls écotechnologies, on devrait créer quelque 220 000 emplois d'ici à 2012, soit un niveau supérieur à celui actuel de l'industrie automobile.

L'essentiel de ces emplois concernerait les énergies renou-

velables (120 000 emplois) et les activités liées à l'amélioration énergétique dans l'habitat.

À un horizon beaucoup plus lointain, 2020, certaines projections évoquent la création de près de 550 000 emplois. Les énergies renouvelables et le bâtiment assurent toujours le gros des bataillons (450 000 emplois), le reste ayant trait essentiellement aux évolutions attendues dans les transports (plus de 80 000 emplois).

Des perspectives plutôt réjouissantes en cette période d'économie morose et largement confirmées au niveau européen. « Les politiques de lutte contre le réchauffement climatique seront

très largement créatrices d'emplois en Europe », explique la Confédération européenne des syndicats, qui ajoute : « Les pertes étant amplement compensées par plusieurs centaines de milliers d'emplois dans d'autres secteurs de l'économie. »

De son côté, le ministère de l'Écologie évalue à 35 milliards d'euros annuels les investissements issus du « Grenelle », générant 14,5 milliards d'euros de valeur ajoutée par an en moyenne, « soit 0,8 point de PIB ». Un marché très largement tiré par la demande des ménages.

M. C.

Sarkozy affirme ne pas abandonner le Grenelle

Le chef de l'État vante les mérites du **GRENELLE DE L'ENVIRONNEMENT**, mais sans annoncer aucune nouvelle mesure concrète.

PAR RÉMY JANIN

Les observateurs attendaient des précisions et des arguments chiffrés. Peine perdue. Nicolas Sarkozy a certes défendu hier, lors d'un déplacement dans la nouvelle usine du groupe Saint Gobain, à Vaujours, en Seine-Saint-Denis, le Grenelle de l'environnement comme un rendez-vous « qu'il ne faut pas louper ». « Le Grenelle est une réserve de croissance fantastique », s'est enflammé le président de la République, louant tout à la fois l'éco-prêt à taux zéro (éco-PTZ) actuellement en débat au Parlement dans le cadre de la loi de finances 2009 et destiné à aider les ménages à rénover thermiquement leur logement, mais également le système du bonus-malus auquel il a toujours « apporté un sou-

tien total ». Ce dernier dispositif a permis de soutenir le marché automobile Français alors que le secteur subit de plein fouet la crise économique, s'est félicité le président. En clair, le Grenelle a prouvé son efficacité économique. Une assertion que s'est cependant gardé de chiffrer Nicolas Sarkozy en termes de points de croissance par exemple.

Le chef de l'État a en revanche confirmé que le bonus malus sera étendu à d'autres familles de produits et a encore indiqué que le gouvernement travaillait sur une mesure permettant une avance sur les recettes du crédit d'impôt octroyé pour l'achat des matériels de chauffage économes en énergie.

Si Nicolas Sarkozy s'est gardé de préciser le potentiel économique de la croissance verte,

les professionnels du bâtiment présents à Vaujours hier, se montrent plus précis. Grâce au Grenelle « ce sont quelque 200.000 emplois qui vont être créés », affirme à La Tribune Jean Lardin,

président de la Capeb (artisans). « Nous observons un ralentissement de nos activités » a déclaré en écho Didier Ridoret, président de la Fédération française du bâtiment (FFB), « mais le Grenelle est une chance pour nos entreprises », a-t-il lancé. Le chantier du Grenelle est « porteur de

croissance et d'amélioration du pouvoir d'achat pour nos concitoyens », a encore insisté Philippe Pelletier au nom de l'Agence nationale de l'habitat (ANH). Bref, tous les professionnels croient fermement, comme le président, à la croissance verte.

Toute consensuelle qu'elle soit, la thématique du Grenelle reste toutefois au stade des intentions. Les mesures fiscales vertes du projet de loi de finances, toujours en débat au Parlement, sont plutôt minces et, surtout, la loi Grenelle numéro 2 est dans les limbes. Ce second texte de loi qui mettra concrètement en musique les grandes orientations de la loi Grenelle 1, votée à l'unanimité des députés fin octobre, reste pour l'heure virtuel. Initialement programmé pour être présenté au Conseil d'État courant septembre puis dans la foulée au Conseil des ministres avant la fin de l'année, il est pourtant très attendu par tous les professionnels.

Sans connaissance précise du détail des mesures qu'il contiendra, aucun d'entre eux ne prendra le risque de lancer le moindre chantier. Et la croissance verte risque d'avoir vécu avant même d'être née.

**TOUTE
CONSENSUELLE
QU'ELLE SOIT,
LA THÉMATI-
QUE DU GRE-
NELLE RESTE
AU STADE DES
INTENTIONS.**



200.000

emplois vont être créés grâce au Grenelle, affirme Jean Lardin, président de la Capeb (artisans).



Le Perreux-sur-Marne

La ville modernise l'éclairage pour économiser l'énergie

DE L'EXTERIEUR, aucun changement n'est visible. Pourtant, la ville du Perreux lance une campagne de modernisation de son éclairage public. Objectif : réduire les dépenses énergétiques et améliorer la sécurité des piétons. D'ici à la fin de l'année, une dizaine de rues vont bénéficier de nouveaux matériels. « Nous allons baisser la puissance des lanternes de 250 à 150 watts, mais sans pour autant altérer la qualité de l'éclairage, explique un responsable des services techniques de la ville du Perreux-sur-Marne. Les progrès techniques réalisés augmentent l'efficacité des lampes et, dans le même temps, les miroirs réflecteurs sont plus performants. »

« Nous allons baisser la puissance des lanternes de 250 à 150 watts »

Au total, une centaine de points lumineux seront touchés par ces modifications. La ville aura la possibilité de les gérer un par un grâce à une carte électronique en programmant l'heure de début et de fin d'éclairage en fonction des besoins. « Il est difficile d'évaluer l'économie qui pourra être réalisée pour le moment, précise le représentant des services techniques. Nous ferons le point dans quelques semaines. » Une première tranche de travaux concerne les avenues du Président-

Roosevelt, Ledru-Rollin, du 8-Mai-1945, du 11-Novembre, Pierre-Brossolette et de Bry. Les allées de Bellevues, Guy-Môquet et le boulevard Foch auront en plus un renforcement de l'éclairage piéton. Il s'agit de la pose d'une lanterne supplémentaire de 70 watts qui éclaire davantage à hauteur d'homme. Le programme de modernisation sera complété l'an prochain sur le budget de l'année 2009.

Dans un souci d'économie d'énergie et de développement durable, la ville du Perreux a aussi décidé d'utiliser des leds (diodes électroluminescentes) pour les illuminations de Noël. **H.B.**

LE PERREUX, HIER. La ville teste de nouvelles lampes d'éclairage consommant moins d'énergie. Une dizaine de rues doivent en être dotées d'ici à la fin de l'année. (LP/H.B.)

